



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 14/12/2024

Reçu en préfecture le 14/12/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241210-2024_66-DE



DÉLIBÉRATION

2024/66

REMBOURSEMENT DES FRAIS MEDICAUX RELATIFS AUX AMENAGEMENTS DE POSTES **POUR LES CANDIDATS BENEFICIAINT D'UNE RECONNAISSANCE** **DE LA QUALITE DE TRAVAILLEUR HANDICAPE**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 10 Décembre 2024 à 16 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°85-643 du 13 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°86-442 du 14 mars 1986 modifié, relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 modifié, relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap ;

Monsieur le Président rappelle aux membres du conseil d'administration, que conformément aux dispositions des textes susvisés, notre établissement doit prendre en charge les frais médicaux relatifs aux demandes d'aménagements de poste pour les candidats bénéficiant d'une Reconnaissance en Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH), ainsi que les frais de déplacements y afférant.

Il indique qu'une procédure a été mise en place pour que les médecins agréés puissent être rémunérés directement via la plateforme Chorus Pro, mais que certains s'y refusent, amenant les candidats à les payer, puis à nous demander le remboursement de leur consultation.

Il précise que, pour s'assurer des remboursements auprès des candidats et les justifier auprès de la trésorerie, il faut procéder à la prise d'une délibération.

Il propose donc de l'autoriser à prendre les actes nécessaires pour procéder au remboursement des candidats pour les frais précités.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le Président à prendre tous les actes pour rembourser les candidats disposant d'une RQTH des consultations de médecin agréés en vue de l'obtention d'aménagement de poste et les frais y afférant.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 10 décembre 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY